

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
DE MULHOUSE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CCAS DE MULHOUSE
Conseil d'Administration du 29 septembre 2023**

10 administrateurs présents (15 en exercice, 4 procurations, 1 absent)

DELIBERATION N° 2023-50

MULHOUSE SPORT SANTE : CONVENTION AVEC L'AGENCE REGIONALE DE SANTE (SSH/7.5.8/50)

Depuis la loi de santé de 2016, les médecins généralistes peuvent prescrire de l'activité physique à leurs patients en Affection de Longue Durée (ALD). L'ARS Grand-Est propose, depuis l'automne 2018, son dispositif «Prescri'mouv», qui permet aux personnes ayant les ALD identifiées comme les plus récurrentes dans le Grand Est et/ou dont l'indice de masse corporelle est compris entre 30 et 40 de reprendre une activité physique adaptée à leur état de santé.

La Ville de Mulhouse a choisi de s'engager dans la démarche, mais en allant au-delà par l'élargissement de cette offre aux personnes sédentaires et en proposant un accompagnement renforcé dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Ce dispositif de sport sur ordonnance appelé « Mulhouse Sport Santé » a été lancé en septembre 2018.

Co-construit, dans le cadre du Contrat Local de Santé, par la Ville de Mulhouse, le pôle APSA, l'ensemble des acteurs du monde sportif et les acteurs des quartiers qui accompagnent au quotidien un public souvent éloigné de la pratique sportive et de la santé, il vise à maintenir et améliorer la santé des Mulhousiens par la pratique régulière d'activité(s) physique(s) adaptée(s), à modifier de façon durable les comportements défavorables à la santé en diminuant la sédentarité et en augmentant l'activité physique régulière pour favoriser l'adoption d'un mode de vie actif et à réduire les inégalités territoriales et sociales de santé.

Le dispositif prévoit :

- Le développement de Réseaux d'Activité Physique Adaptée de Quartiers afin d'informer et mobiliser spécifiquement les personnes issues des quartiers prioritaires.
- L'inclusion dans le dispositif de personnes sédentaires, dans une logique de prévention primaire.
- La gratuité de l'accès à la pratique sportive pendant la première année pour les publics à faibles ressources.
- La mise en œuvre d'actions de prévention visant à la fois à accroître la pratique régulière d'une activité physique dans les QPV, mais également à promouvoir les comportements favorables à la santé et à la prévention.

L'inclusion de personnes sédentaires dans le dispositif vise à amener des publics peu enclins à consulter leur médecin, voire même n'ayant pas de médecin traitant, à prendre soin de leur santé sous l'angle de l'activité physique puis à adopter un mode de vie plus favorable. L'activité physique est ici un levier d'«empowerment» des personnes, un prétexte à les rendre actrices de leur santé. Le dispositif a donc le double objectif, dans les QPV, d'amener les personnes à pratiquer une activité physique mais aussi pour certaines à être suivies par un médecin.

En 2022, 207 Mulhousiens ont bénéficié de l'accompagnement de Mulhouse Sport Santé notamment grâce aux actions déployées dans les RAPAQ.

L'Agence Régionale de Santé contribue au déploiement du dispositif mulhousien par le financement d'un demi-poste de coordination, à hauteur de 25 000 €. La perception de cette subvention suppose la conclusion d'une convention avec le financeur.

Les crédits nécessaires au déploiement de l'action sont inscrits au budget primitif 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration :

- approuve le programme Mulhouse Sport Santé et son financement,
- autorise Madame le Vice-Président à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Madame le Président,



A handwritten signature in black ink, appearing to read "Michèle LUTZ".

Michèle LUTZ



PROGRAMMATION BUDGETAIRE AU TITRE DE L'ANNÉE 2023



LE FONDS D'INTERVENTION REGIONAL (FIR) AU SERVICE DE LA STRATEGIE REGIONALE DE SANTE POUR LE SOUTIEN DES ACTIONS CONTRIBUANT A LA TRANSFORMATION DU SYSTEME DE SANTE

Convention

relative à la participation financière de l'agence régionale de santé Grand Est au financement des actions et des expérimentations de santé en faveur de la performance, la qualité, la coordination, la permanence, la prévention, la promotion ainsi que la sécurité sanitaire

Intitulé du projet	Mulhouse sport santé	
Bénéficiaire	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE MULHOUSE - 20009730100010	
N° Convention	202305785	
Années et montants de la convention	Année(s) couverte(s) par la subvention	Montant maximum de la subvention pour l'année concernée
	2023	25 000 €

Paraphe bénéficiaire :

Liste des visas

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L1435-8 à L1435-11 et R1435-16 à D 1435-36-2 , D 1432-33, R 1432-57 à R 1432-66 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 174-1-2 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;

Vu le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRÉ, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Vu la loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, et notamment l'article 158 ;

Vu l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG/2018/2103 du 18 juin 2018 portant adoption du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

Vu l'arrêté ARS n° 2023/ 2372 du 11 mai 2023 relatif à la composition de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie Grand Est ;

Vu l'avis du Conseil national de pilotage des agences régionales de santé en date du 5 avril 2019,

Vu le dossier de demande de subvention déposé par le bénéficiaire le 2 juin 2023 auprès de l'Agence Régionale de Santé Grand Est;

Vu l'arrêté du 8 août 2023 fixant pour l'année 2023 le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional et le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 6 février 2023 portant modification de l'arrêté du 12 avril 2022 portant désignation de l'autorité exerçant le contrôle économique et financier de l'Etat sur le fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;

Identification des parties

Entre :

D'une part, l'**Agence régionale de santé Grand Est**

N° SIRET	13000783400075
Adresse	3, boulevard JOFFRE
Code postal - Commune	54000 - NANCY
Représentée par	Madame Virginie CAYRÉ, La Directrice Générale

Ci-après dénommée « **ARS Grand Est** »,

Et d'autre part :

Raison sociale	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE MULHOUSE
N° SIRET	20009730100010
N° FINESS de financement (le cas échéant)	
Code APE (Activité principale exercée)	8899B - Action sociale sans hébergement.
Statut juridique	7361 - Centre communal d'action sociale
Adresse	MAIRIE 2 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
Code postal - Commune	68200 - MULHOUSE
Représentée par (représentant légal et qualité du signataire)	Marie CORNEILLE, Vice-présidente du CCAS de Mulhouse
Coordonnées complémentaires (téléphone – mail)	marie.corneille@mulhouse-alsace.fr

Ci-après dénommé « **Le bénéficiaire** »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le projet suivant, ci-après désigné « le projet »

Contexte du projet :

Depuis la loi de santé de 2016, les médecins généralistes peuvent prescrire de l'activité physique à leurs patients en ALD.

L'ARS Grand Est lance à l'automne 2018 son dispositif « Prescri'mouv », ouvert aux personnes ayant certaines ALD (identifiées comme les plus récurrentes dans le Grand Est) et/ou dont l'IMC est compris entre 30 et 40.

La Ville de Mulhouse a choisi de s'engager dans la démarche, mais en allant au-delà en élargissant cette offre aux personnes sédentaires et en proposant un accompagnement renforcé dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville.

Ce dispositif de sport sur ordonnance appelé « Mulhouse Sport Santé » a été lancé en septembre 2018.

En 2020, la Ville de Mulhouse comptait 26 132 personnes en Affection Longue Durée (ALD) pour 100 000 habitants.

Les inégalités sociales de santé très fortes dans les quartiers Politique de la Ville et la prévalence des ALD sur le territoire mulhousien donnent tout son sens au déploiement du dispositif Mulhouse Sport Santé, en particulier dans les QPV.

Ce projet a été co-construit, dans le cadre du CLS III, par la Ville de Mulhouse, le pôle APSA, l'ensemble des acteurs du monde sportif et les acteurs des QPV qui accompagnent au quotidien un public souvent éloigné de la pratique sportive et, souvent, de la santé.

Objectif général du projet :

- Maintenir et améliorer la santé des Mulhousiens par la pratique régulière d'activité(s) physique(s) adaptée(s)
- Modifier de façon durable les comportements défavorables à la santé en diminuant la sédentarité et en augmentant l'activité physique régulière pour favoriser l'adoption d'un mode de vie actif
- Réduire les inégalités territoriales et sociales de santé.

Le dispositif comprend :

- Le développement de RAPAQ (Réseaux d'Activité Physique Adaptée de Quartiers) afin d'informer et mobiliser spécifiquement les personnes issues des quartiers prioritaires.
- L'inclusion dans le dispositif de personnes sédentaires non éligibles à un dispositif de sport santé déjà financé, dans une logique de prévention primaire
- La gratuité de l'accès à la pratique sportive pendant la première année pour les publics à faibles ressources
- La mise en œuvre d'actions de prévention visant à la fois à accroître la pratique régulière d'une activité physique dans les QPV, mais également à promouvoir les comportements favorables à la santé et à la prévention.

L'inclusion de personnes sédentaires dans le dispositif vise à amener des publics peu enclins à consulter leur médecin, voire même n'ayant pas de médecin traitant, à prendre soin de leur santé sous l'angle de l'activité physique puis à adopter un mode de vie plus favorable. L'activité physique est ici un levier d'«empowerment» des personnes, un prétexte à les rendre actrices de leur santé. Le dispositif a donc le double objectif, dans les QPV, d'amener les personnes à pratiquer une activité physique mais aussi pour certaines à être suivies par un médecin.

Ce dispositif s'inscrit donc dans une logique de prévention globale à travers la pratique d'une activité physique dont l'objectif est de pérenniser la pratique.

Le projet relève-t-il de la politique de la ville ?

Non

Territoires d'intervention :

Zone géographique ou territoire de réalisation du projet

Commune(s) :

MULHOUSE

Déclinaisons opérationnelles du projet :

Pour contribuer à l'objectif général du projet, le bénéficiaire s'engage à mener les actions suivantes :

Action : Mulhouse sport santé, un dispositif de sport santé dans les QPV MI1-99-1 : Autres Mission 1 hors Médico-social

Montant 2023 : 25 000 €

Description détaillée de l'action :

Le projet vise à proposer des séances d'activités physiques dans les QPV et les structures accueillant un public éloigné de la santé et de l'activité physique ; à proposer des temps d'informations dans les QPV, en lien notamment avec les CSC afin d'augmenter le nombre d'inclusions ; à proposer des bilans médico-sportifs en vue d'une inclusion dans le dispositif; et à orienter les personnes vers la pratique la plus adaptée à leur condition physique et à leur motivation.

Pour ce faire, un bilan médico-sportif réalisé par un enseignant en Activité Physique Adaptée (APA) d'une durée d'une heure permet d'évaluer à la fois la motivation, les envies et les aptitudes physiques de la personne.

Sur cette base, elle est orientée vers différentes prises en charge possibles :

- Orientation simple vers une association sportive mulhousienne pour les personnes prêtes à reprendre une activité physique en autonomie
- Proposition d'inscription sur un créneau sport santé (séances collectives hebdomadaires, encadrées par des coaches formés au sport santé)
- Accompagnement spécifique, sur un cycle de 12 séances de reprise d'activité en petit groupe (max. 8), encadré par l'enseignant en APA chargé des inclusions. Cette troisième proposition s'adresse aux personnes plus éloignées de l'activité physique et qui ont davantage besoin d'être accompagnées dans leur reprise. A l'issue des 12 séances, un nouveau bilan est réalisé et, sur la base de ses envies et progrès, une orientation vers un club labellisé est proposée.

En 2022, un parcours connexe expérimental d'accompagnement renforcé a été mis en place afin de proposer un accompagnement plus conséquent, doublé d'un volet médical. Le public orienté dans ce parcours peut aller vers un club labellisé à l'issue de l'accompagnement renforcé. L'enjeu est d'assurer une meilleure fidélisation du public très éloigné.

Par ailleurs, le public sédentaire sera aussi accompagné pour se saisir des dispositifs déjà existants (PSO, entraînements collectifs gratuits de la course des Mulhousiennes, agrès sportifs en libre accès, offres sportives des CSC, ...)

SPÉCIFICITÉS DU DISPOSITIF POUR LES QPV :

Les RAPAQ sont portés, dans tous les QPV, par une professeure en APA de la Ville de Mulhouse, en lien avec les acteurs de terrain. Ensemble, ils déterminent les meilleurs vecteurs pour toucher le public cible (rencontres lors d'un cours de français, initiation gratuite sur les lieux de vie, participation à un café des habitants, ...) L'objectif est à la fois de présenter le dispositif, mais aussi de créer un lien de confiance, de faire pratiquer une activité physique dans un lieu familier, de tisser autrement des liens avec les personnes présentes.

PLUS VALUE POUR LES HABITANTS DES QPV :

La démarche d'inclusion pour les habitants des QPV est simplifiée : ils peuvent prendre un RV pour un bilan initial sans prescription médicale initiale. Une fois ce bilan médico-sportif réalisé, le bénéficiaire se rend chez un médecin pour obtenir un certificat de non contre-indication à la pratique du sport proposé. Pour les personnes sans médecin traitant, la personne chargée du bilan peut accompagner dans la prise de rendez-vous, en fonction du lieu de résidence.

Au-delà des CSC, tous les acteurs de quartier sont sollicités pour identifier les personnes qui pourraient être éligibles au dispositif : médiatrices sociales, assistantes sociales, ...

Une fois l'inclusion réalisée, les personnes sont accompagnées durant un an, ce qui facilite l'adoption d'un mode de vie plus actif à moyen et long terme.

En plus du dispositif mené jusqu'à présent, et suite à l'expérimentation de 2021-2022, proposition sera faite à tous les QPV de s'inscrire dans une démarche de prévention en plusieurs étapes :

- Constitution d'un groupe de femmes en vue de participer collectivement à la course des Mulhousiennes
- Organisation de cycles d'activités physiques pour se préparer à la course
- Proposition de plusieurs interventions de professionnels de santé sur la prévention et les dépistages des cancers
- Participation aux Mulhousiennes.

Ce projet vise plusieurs objectifs :

- Initiation et pérennisation d'une pratique d'activité physique pour les participantes, notamment par un lien avec le dispositif Mulhouse Sport santé
- Prévention en santé
- Lien social et dynamique collective.

Typologie(s) de l'action :

Accueil, écoute, orientation

Communication, information, sensibilisation

Education thérapeutique

Coordination locale

Thématique(s) de l'action :

1 : Thématique principale concernée

2 à 4 : Thématiques secondaires concernées

Activité physique 1

Nutrition / Alimentation 2

Santé des populations en difficulté 3

Renforcement des compétences psychosociales 4

Population(s) de l'action :

1 : population principale concernée par l'action

2 et suivants : population secondaire concernée par l'action

Personnes en difficultés socio-économiques 1

Tout public 2

Mesures d'évaluation des moyens mis en œuvre pour la réalisation des actions :

Indicateurs de moyens (nombre de réunions, nombre de participants...)	Outils d'évaluation (fiches d'émargement, analyse des documents de communication, etc.)	Personne(s) en charge de l'évaluation (fonction et coordonnées)	Date à laquelle sera effectuée l'évaluation
Mise en place de relais d'orientation et d'inclusion dans le dispositif	Nombre de PS sensibilisés, labellisation d'associations sportives	Coordinateur	31/12/2023
Systématisation de l'évaluation des conditions physiques et de l'entretien motivationnel à l'entrée	Nombre de bilans et d'entretiens mis en œuvre	Coordinateur	31/12/2023
Taux d'accompagnement et de suivi des personnes bénéficiaires du dispositif	Nombre d'accompagnements mis en œuvre	Coordinateur	31/12/2023
Nombre de prescripteurs et de prescriptions	Dossiers de suivi	Coordinateur	31/12/2023
Nombre d'associations labélisées + nb de créneaux Sport Santé mis en place	Tableaux de suivi	CCAS	31/12/2023
Nombre de COPIL et de membres présents lors de ceux-ci	Feuilles d'émargement et CR	CCAS	31/12/2023
Nb de suivis téléphoniques à 2 ; 9 et 12 mois	Listing, tableaux de suivi	CCAS	31/12/2023
Nb d'actions RAPAQ réalisées	Tableau de suivi	Prof APA	31/12/2023
Nb d'inclusions réalisées par le prof APA	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023

Mesures d'évaluation de l'atteinte de l'objectif général de l'action :

Indicateurs de résultats (nb de personnes ayant acquis des connaissances, nb de personnes déclarant avoir changé leur comportement...)	Outils d'évaluation (questionnaire, focus groupe, etc.)	Personne(s) en charge de l'évaluation (fonction et coordonnées)	Date à laquelle sera effectuée l'évaluation
Nombre de personnes poursuivant une activité sportive à la sortie du dispositif	Déclaratif ; nombre de licences délivrées en sortie de dispositif	Coordinateur	31/12/2023
Atteinte des publics cibles via le dispositif	Formulaires d'inscriptions	Coordinateur	31/12/2023
Taux de RV non honorés	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023
Nombre de poursuites vers un créneau classique (tous parcours confondus)	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023
% de participants ayant modifié leurs comportements (tous parcours confondus)	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023
Rapport des participants vis-à-vis de la poursuite d'une activité	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023
Nombre de personnes informées et sensibilisées aux actions RAPAQ	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023
% d'habitants des QPV inclus dans le dispositif	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023
Nombre de bilans de poursuite réalisés	Feuilles d'émarginement + Listing	Prof APA	31/12/2023
Nombre et nature des orientations dans le dispositif	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023
Nombre de parcours (tous parcours confondus) menés à terme	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023

Nombre de parcours (tous parcours confondus) interrompus + raisons	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023	
Nombre et nature des adressages	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023	
Nombre de poursuites à 12 mois (tous parcours confondus)	Tableau de bord et système informatique	Prof APA	31/12/2023	

Il bénéficie pour cela d'une subvention relevant du Fonds d'Intervention Régional (FIR) dans les conditions fixées par la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les recommandations de l'ARS Grand Est, qui, le cas échéant, lui ont été adressées.

ARTICLE 2 – Période de la convention

2.1 Période de réalisation du projet

La période de réalisation du projet est comprise entre le 01/01/2023 et le 31/12/2023. Cette période correspond à la durée pendant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser le projet dans les conditions fixées par la présente convention.

2.2 Période d'acquittement des dépenses

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives au projet durant la période de réalisation.

2.3 Période de validité de la convention

La période de validité de la convention est comprise entre le 01/01/2023 et le 31/12/2023. Toute prorogation devra faire l'objet d'un avenant au cours de la période de validité de la présente convention, dans les conditions définies à l'article 7.

ARTICLE 3 – Subvention

3.1 Montant de la subvention

L'ARS Grand Est accorde au bénéficiaire, pour la mise en œuvre de son projet, une **subvention d'un montant maximum de 25 000 €** conformément aux budgets prévisionnels présentés en annexe 2.

3.2 Coût éligible du projet

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles du projet, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- Couvrir des actions réalisées pendant la période de réalisation du projet (article 2.1) et acquittées pendant la période d'acquittement des dépenses (article 2.2)
- Être liées et nécessaires à la réalisation du projet
- Ne pas être déclarées dans le cadre d'un autre projet bénéficiant d'un soutien financier de l'ARS Grand Est
- Être effectivement acquittées par le bénéficiaire

3.3 Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

L'ARS Grand Est pourra procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et/ou sur place et à une vérification de l'utilisation des financements attribués, tant en ce qui concerne la réalisation du projet que la destination des fonds.

Le bénéficiaire doit donner toutes facilités à l'ARS Grand Est pour la mise en œuvre de ces contrôles auxquels le bénéficiaire ne peut s'opposer.

ARTICLE 4 – Modalités de versement

4.1 Echéancier et imputation comptable

La subvention d'un montant maximum de 25 000 € sera versée en une ou plusieurs modalités définies ci-après :

Imputation comptable	Montant	% du montant total maximum de la subvention	Date prévisionnelle de versement
MI1-99-1 : Autres Mission 1 hors Médico-social	25 000 €	100%	31/08/2023

4.2 Conditions de versement

La subvention sera créditez sur le compte du bénéficiaire dont les coordonnées bancaires sont jointes en annexe 1 selon les procédures comptables en vigueur.

L'ordonnateur de la dépense est **La Directrice Générale** de l'ARS Grand Est.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'ARS Grand Est.

Les contributions financières de l'ARS Grand Est mentionnées au paragraphe 4.1 ne sont applicables que sous réserve des trois conditions suivantes :

- L'inscription des crédits au budget de l'ARS Grand Est
- Le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 5 et 6 sans préjudice de l'application de l'article 8 ;
- La vérification par l'ARS Grand Est que le montant de la subvention n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 3.

4.3 Modalités de reversement à un bénéficiaire ultime

Le bénéficiaire de la subvention :

- n'est pas autorisé à reverser la subvention versée pour l'objet financé ;
 est autorisé à reverser tout ou partie de la subvention versée pour l'objet financé ;

Sous l'hypothèse d'une autorisation deversement, le bénéficiaire de la subvention est tenu de mettre en place avec l'ARS Grand Est une convention de mandat conforme aux dispositions de l'instruction de la Direction générales des finances publiques du 8 août 2016 relative aux conventions de mandat conclus par les établissements publics nationaux.

Si aucune case n'est cochée, la subvention octroyée ne peut être reversée.

ARTICLE 5 – Documents à fournir

Le bénéficiaire s'engage à fournir à l'ARS Grand Est les pièces suivantes :

- Un bilan d'exécution final comprenant le rapport d'activité du projet, le rapport financier, le rapport d'évaluation ainsi que l'attestation complétés pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.
Ce bilan d'exécution final devra être transmis à l'ARS Grand Est le 31/03/2024 au plus tard.

Dans le cas où l'ARS a donné au bénéficiaire un accès au portail "Ma Démarche Santé", celui-ci devra saisir ces bilans en ligne.

Ces documents devront être certifiés conformes, tamponnés ou cachetés, et signés, par le représentant légal de la structure bénéficiaire, avant envoi à l'ARS Grand Est par voie électronique à l'adresse suivante : ars-grandest-dt68-ppat@ars.sante.fr

ARTICLE 6 – Engagement du bénéficiaire

En contrepartie de la subvention accordée, le bénéficiaire s'engage :

6.1 Engagements administratifs

- À mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des actions citées à l'article 1 de la présente convention ;
- À informer l'ARS Grand Est, dès qu'il en a connaissance, de tout changement :
 - D'adresse ;
 - De coordonnées bancaires ;
 - De ses statuts ou de son règlement intérieur ;
 - De l'instance décisionnelle ;
- À soumettre à l'ARS Grand Est, dès qu'elle en a connaissance, toute modification juridique ou administrative du projet ;
- À informer l'ARS Grand Est, en cas de retard dans le calendrier de mise en œuvre des travaux ;
- À se tenir à jour de ses cotisations sociales.

6.2 Engagements budgétaires

- À adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions réglementaires ;
- À utiliser la subvention exclusivement pour les dépenses directement liées à l'objet mentionné à l'article 1 et couvertes par la subvention de l'ARS ;
- À signaler à l'ARS Grand Est les autres soutiens financiers ;
- À fournir ses comptes annuels certifiés, le cas échéant, dans les 3 mois suivant la clôture de l'exercice ;
- À fournir toutes pièces justificatives nécessaires à l'ARS Grand Est ;
- À ne pas utiliser la dotation allouée pour toute autre action que celles mentionnées dans la présente convention ;
- À reverser les sommes indûment versées ou indûment utilisées, telles que décrites à l'article 10 [Clauses de réversement].

6.3 Engagements en termes de communication externe

- Le bénéficiaire de la subvention s'engage à mentionner le soutien apporté par l'ARS Grand Est à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique organisée par ses soins au titre du projet financé.
- L'utilisation du logo de l'ARS Grand Est sur les documents destinés au public impose une demande préalable auprès de l'ARS Grand Est
- Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre de ses propres opérations, ne puissent en aucun cas porter atteinte à l'ARS Grand Est ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que l'ARS Grand Est apporte sa caution ou son soutien à ces partenaires.

ARTICLE 7 – Modification des conditions d'exécution du projet

Un avenant doit être établi à l'initiative de l'une ou l'autre des parties dans les cas suivants :

- Modification du changement de dénomination du bénéficiaire
- Toute modification des articles 1 à 5.

Cet avenant ne peut être valablement conclu que s'il prend la forme d'un accord écrit signé des deux parties pendant la période fixée dans l'article 2.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 – Suspension et résiliation

8.1 Suspension du projet liée à un cas de force majeur

L'une ou l'autre des parties peut être amenée à suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

Il est entendu par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenue, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable, les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre du projet dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe l'ARS Grand Est.

Néanmoins, toute modification de la fin des périodes définies dans l'article 2 devra faire l'objet d'une demande écrite par le bénéficiaire et nécessitera :

- Soit, si accord des deux parties, la mise en place d'un avenant à cette convention
- Soit la résiliation de la présente convention

8.2 À l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'ARS Grand Est au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes engagées par lui dans le cadre du projet.

Le bénéficiaire est tenu de reverser tout ou partie de la subvention dans les conditions définies à l'article 10 (Clauses de versement de la subvention).

8.3 À l'initiative de l'ARS

L'ARS Grand Est peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire et précisant les motifs de la suspension des financements, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services compétents ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la date d'accusé de réception du courrier de l'ARS Grand Est pour apporter à cette dernière ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception et peut demander dans ce délai à être entendu par l'ARS Grand Est. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A défaut de régularisation dans le délai imparti, l'ARS Grand Est notifiera au bénéficiaire le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.4 Effets de la résiliation

La date d'accusé de réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par l'ARS Grand Est constitue la date effective pour la prise en compte du calcul du montant des sommes dues au bénéficiaire au titre de la présente convention.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire déclarées dans le cadre du bilan d'exécution accepté par l'ARS Grand Est, après contrôle du service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et l'ARS Grand Est procédera au recouvrement des sommes indûment versées.

ARTICLE 9 – Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention relève du tribunal administratif territorialement compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – Clauses de reversement de la subvention

L'ARS Grand Est pourra récupérer tout ou partie des financements déjà versés au titre des engagements non mis en œuvre après analyse du bilan d'exécution.

L'ARS Grand Est procèdera à la récupération des sommes indûment perçues par l'émission d'un ordre de versement ou d'un titre de recettes dont le bénéficiaire s'acquittera dans un délai de 30 jours calendaires.

Le versement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas de :

- Résiliation du projet dans les conditions fixées à l'article 8 ;
- De non-respect des dispositions prévues à l'article 5 et à l'article 6 ;
- De décisions prises à la suite d'un contrôle ou à un audit mené par les services compétents conduisant à une remise en cause des montants retenus par l'ARS Grand Est après contrôle de service fait.

Cas des associations et établissements privés :

Lorsque le financement reçu au titre du FIR en année N n'a pas pu être utilisé en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris par le bénéficiaire envers l'ARS Grand Est est inscrit en charges sous la rubrique "engagements à réaliser sur ressources affectées" (compte 6894) et au passif du bilan dans le compte 194 "fonds dédiés sur subvention de fonctionnement". L'année suivante, les sommes inscrites sous cette rubrique sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements par le crédit du compte 789 "report des ressources non utilisées des exercices antérieurs".

Cas des établissements publics (ES EMS) :

Lorsque le financement reçu au titre de la présente convention en année N n'a pas pu être utilisé en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris par le bénéficiaire envers l'ARS Grand Est est inscrit en crédit du compte 487 « produit constaté d'avance » et en débit des comptes de la classe 7 qui ont supporté la recette. Cette opération donne lieu à émission d'un titre de réduction ou d'annulation.

L'année suivante, les sommes inscrites sous cette rubrique sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements par le crédit des comptes de classe 7 intéressés et en débit du compte 487 « produit constaté d'avance ». Cette opération donne lieu à émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 11 – Données à caractère personnel

L'ARS Grand Est procède à un traitement de données personnelles ayant pour finalité la gestion du FIR (Fonds d'Intervention régional).

Ce traitement est mis en œuvre sur le fondement des articles L.1435-10 et R1435-26 et suivants du Code de la Santé Publique ainsi que de l'article 6-1-C ("le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis") du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données ou RGPD).

Les données à caractère personnel vous concernant seront conservées l'année en cours et les 4 ans suivant la date de signature du présent contrat ; elles ne peuvent être communiquées qu'aux agents de l'ARS Grand Est en charge de la gestion de ce contrat FIR.

Conformément au RGPD et à la loi n°78 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (Loi Informatique et Libertés), le bénéficiaire dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation de traitement de ses données.

Vous pouvez exercer ces droits, en vous adressant par courrier postal à :

**Délégué à la protection des données
Agence Régionale de Santé Grand Est
3, boulevard JOFFRE
54000 - NANCY**

ou par mail à ars-grandest-dpo@ars.sante.fr

Vous disposez, par ailleurs, d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, en particulier auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), si vous considérez que le traitement de données à caractère personnel vous concernant constitue une violation du Règlement Général sur la Protection des Données et de la Loi Informatique et Libertés.

ARTICLE 12 – Dispositions finales

La Directrice Générale de l'ARS Grand Est et le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention et du suivi de son exécution.

Fait à Colmar, le

Le bénéficiaire,

ARS Grand Est,

Madame Marie CORNEILLE,
Vice-présidente du CCAS de Mulhouse.

Monsieur Pierre LESPINASSE,
Le Délégué Territorial.

Cachet de la structure

ANNEXE 1

202305785 - Mulhouse sport santé

Extrait d'un relevé d'identité bancaire du bénéficiaire

Banque de France

1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE MULHOUSE
45 RUE ENGEL DOLLFUS
68097 MULHOUSE CEDEX 9

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

RIB : 30001 00581 F6860000000 89

IBAN : FR25 3000 1005 81F6 8600 0000 089

BIC : BDFFFRPPCCT

ANNEXE 2

Budget(s) prévisionnel(s)

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services	30000	74- Subventions d'exploitation	
Achats matières et fournitures		Etat :	
Autres fournitures			
61 - Services extérieurs		- ARS	25000
Locations		- Préfecture	
Entretien et réparation		- Cohésion sociale / Jeunesse & Sport	15000
Assurance		- DRAAF	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Régional(aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Conseil-s Départemental (aux) :	
Publicité, publication		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Déplacements, missions		- CCAS	
Services bancaires, autres		- Ville de Mulhouse	15000
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération		Organismes sociaux (à détailler)	
Autres impôts et taxes		- Régime local d'Assurance Maladie	
64 - Charges de personnel		- CAF	
Rémunération des personnels	25000	- CARSAT, CPAM	
Charges sociales		Fonds européens	
Autres charges de personnel		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
65 - Autres charges de gestion courante		Autres établissements publics	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78- Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur le bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	55000	TOTAL DES PRODUITS	55000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE:			
66 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
660 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
661 - Mise à disposition gratuite de biens et	119500	871 - Prestations en nature	137500
662 - Prestations	18000	875 - Dons en nature	
664 - Personnel bénévole			
TOTAL	192500	TOTAL	192500
La subvention sollicitée de 25000€, objet de la présente demande représente 13% du total des produits du projet (montant sollicité/total du budget) x 100.			